

N^o 3145. — CONVENTION¹ POUR L'UNIFICATION DE CERTAINES
RÈGLES RELATIVES AU TRANSPORT AÉRIEN INTERNATIONAL.
SIGNÉE A VARSOVIE, LE 12 OCTOBRE 1929.

Texte officiel français communiqué par les délégués permanents de la Pologne et de la Yougoslavie auprès de la Société des Nations, l'envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire des Pays-Bas à Berne et le chargé d'Affaires a. i. des Etats-Unis du Brésil à Berne. L'enregistrement de cette convention a eu lieu le 13 février 1933.

LE PRÉSIDENT DU REICH ALLEMAND, LE PRÉSIDENT FÉDÉRAL DE LA RÉPUBLIQUE D'AUTRICHE, SA MAJESTÉ LE ROI DES BELGES, LE PRÉSIDENT DES ETATS-UNIS DU BRÉSIL, SA MAJESTÉ LE ROI DES BULGARES, LE PRÉSIDENT DU GOUVERNEMENT NATIONALISTE DE LA RÉPUBLIQUE DE CHINE, SA MAJESTÉ LE ROI DE DANEMARK ET D'ISLANDE, SA MAJESTÉ LE ROI D'EGYPTE, SA MAJESTÉ LE ROI D'ESPAGNE, LE CHEF D'ETAT DE LA RÉPUBLIQUE D'ESTONIE, LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE FINLANDE, LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE, SA MAJESTÉ LE ROI DE GRANDE-BRETAGNE, D'IRLANDE ET DES TERRITOIRES BRITANNIQUES AU DELA DES MERS, EMPEREUR DES INDES, LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE HELLÉNIQUE, SON ALTESSE SÉRÉNISSIME LE RÉGENT DU ROYAUME DE HONGRIE, SA MAJESTÉ LE ROI D'ITALIE, SA MAJESTÉ L'EMPEREUR DU JAPON, LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE LETTONIE, SON ALTESSE ROYALE LA GRANDE DUCHESSE DE LUXEMBOURG, LE PRÉSIDENT DES ETATS-UNIS DU MEXIQUE, SA MAJESTÉ LE ROI DE NORVÈGE, SA MAJESTÉ LA REINE DES PAYS-BAS, LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE POLOGNE, SA MAJESTÉ LE ROI DE ROUMANIE, SA MAJESTÉ LE ROI DE SUÈDE, LE CONSEIL FÉDÉRAL SUISSE, LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE TCHÉCOSLOVAQUE, LE COMITÉ CENTRAL EXÉCUTIF DE L'UNION DES RÉPUBLIQUES SOVIÉTISTES SOCIALISTES, LE PRÉSIDENT DES ETATS-UNIS DU VENEZUELA, SA MAJESTÉ LE ROI DE YOUGOSLAVIE,

¹ Dépôt des ratifications à Varsovie :

ESPAGNE	31 mars 1930.
BRÉSIL	2 mai 1931.
YOUGOSLAVIE	27 mai 1931.
ROUMANIE	8 juillet 1931.
FRANCE	} 15 novembre 1932.
LETTONIE	
POLOGNE	
GRANDE-BRETAGNE ET IRLANDE DU NORD	
ITALIE	
PAYS-BAS, y compris les Indes néerlandaises, le Surinam et le Curaçao	} 14 février 1933.
	1 ^{er} juillet 1933.

Adhésion :

MEXIQUE	14 février 1933.
-------------------	------------------

La convention est entrée en vigueur le 13 février 1933.

Ayant reconnu l'utilité de régler d'une manière uniforme les conditions du transport aérien international en ce qui concerne les documents utilisés pour ce transport et la responsabilité du transporteur.

A cet effet ont nommé leurs plénipotentiaires respectifs lesquels, dûment autorisés, ont conclu et signé la convention suivante :

CHAPITRE PREMIER

OBJET — DÉFINITIONS.

Article premier.

1. La présente convention s'applique à tout transport international de personnes, bagages ou marchandises, effectué par aéronef contre rémunération. Elle s'applique également aux transports gratuits effectués par aéronef par une entreprise de transports aériens.

2. Est qualifié « transport international », au sens de la présente convention, tout transport dans lequel, d'après les stipulations des Parties, le point de départ et le point de destination, qu'il y ait ou non interruption de transport ou transbordement, sont situés soit sur le territoire de deux Hautes Parties contractantes, soit sur le territoire d'une seule Haute Partie contractante, si une escale est prévue dans un territoire soumis à la souveraineté, à la suzeraineté, au mandat ou à l'autorité d'une autre Puissance même non contractante. Le transport sans une telle escale entre les territoires soumis à la souveraineté, à la suzeraineté, au mandat ou à l'autorité de la même Haute Partie contractante n'est pas considéré comme international au sens de la présente convention.

3. Le transport à exécuter par plusieurs transporteurs par air successifs est censé constituer pour l'application de cette convention un transport unique lorsqu'il a été envisagé par les Parties comme une seule opération, qu'il ait été conclu sous la forme d'un seul contrat ou d'une série de contrats et il ne perd pas son caractère international par le fait qu'un seul contrat ou une série de contrats doivent être exécutés intégralement dans un territoire soumis à la souveraineté, à la suzeraineté, au mandat ou à l'autorité d'une même Haute Partie contractante.

Article 2.

1. La convention s'applique aux transports effectués par l'Etat ou les autres personnes juridiques de droit public, dans les conditions prévues à l'article premier.

2. Sont exceptés de l'application de la présente convention les transports effectués sous l'empire de conventions postales internationales.

CHAPITRE II

TITRE DE TRANSPORT.

SECTION I. — BILLET DE PASSAGE.

Article 3.

1. Dans le transport de voyageurs, le transporteur est tenu de délivrer un billet de passage qui doit contenir les mentions suivantes :

- a) Le lieu et la date de l'émission ;
- b) Les points de départ et de destination ;

c) Les arrêts prévus, sous réserve de la faculté pour le transporteur de stipuler qu'il pourra les modifier en cas de nécessité et sans que cette modification puisse faire perdre au transport son caractère international ;

d) Le nom et l'adresse du ou des transporteurs ;

e) L'indication que le transport est soumis au régime de la responsabilité établi par la présente convention.

2. L'absence, l'irrégularité ou la perte du billet n'affecte ni l'existence ni la validité du contrat de transport, qui n'en sera pas moins soumis aux règles de la présente convention. Toutefois, si le transporteur accepte le voyageur sans qu'il ait été délivré un billet de passage, il n'aura pas le droit de se prévaloir des dispositions de cette convention qui excluent ou limitent sa responsabilité.

SECTION II. — BULLETIN DE BAGAGES.

Article 4.

1. Dans le transport de bagages, autres que les menus objets personnels dont le voyageur conserve la garde, le transporteur est tenu de délivrer un bulletin de bagages.

2. Le bulletin de bagages est établi en deux exemplaires, l'un pour le voyageur, l'autre pour le transporteur.

3. Il doit contenir les mentions suivantes :

a) Le lieu et la date de l'émission ;

b) Les points de départ et de destination ;

c) Le nom et l'adresse du ou des transporteurs ;

d) Le numéro du billet de passage ;

e) L'indication que la livraison des bagages est faite au porteur du bulletin ;

f) Le nombre et le poids des colis ;

g) Le montant de la valeur déclarée conformément à l'article 22, alinéa 2 ;

h) L'indication que le transport est soumis au régime de la responsabilité établi par la présente convention.

4. L'absence, l'irrégularité ou la perte du bulletin n'affecte ni l'existence, ni la validité du contrat de transport qui n'en sera pas moins soumis aux règles de la présente convention. Toutefois, si le transporteur accepte les bagages sans qu'il ait été délivré un bulletin ou si le bulletin ne contient pas les mentions indiquées sous les lettres *d*), *f*), *h*), le transporteur n'aura pas le droit de se prévaloir des dispositions de cette convention qui excluent ou limitent sa responsabilité.

SECTION III. — LETTRE DE TRANSPORT AÉRIEN.

Article 5.

1. Tout transporteur de marchandises a le droit de demander à l'expéditeur l'établissement et la remise d'un titre appelé : « lettre de transport aérien » ; tout expéditeur a le droit de demander au transporteur l'acceptation de ce document.

2. Toutefois, l'absence, l'irrégularité ou la perte de ce titre n'affecte ni l'existence, ni la validité du contrat de transport qui n'en sera pas moins soumis aux règles de la présente convention, sous réserve des dispositions de l'article 9.

Article 6.

1. La lettre de transport aérien est établie par l'expéditeur en trois exemplaires originaux et remise avec la marchandise.

2. Le premier exemplaire porte la mention « pour le transporteur » ; il est signé par l'expéditeur. Le deuxième exemplaire porte la mention « pour le destinataire » ; il est signé par l'expéditeur et le transporteur et il accompagne la marchandise. Le troisième exemplaire est signé par le transporteur et remis par lui à l'expéditeur après acceptation de la marchandise.

3. La signature du transporteur doit être apposée dès l'acceptation de la marchandise.

4. La signature du transporteur peut être remplacée par un timbre ; celle de l'expéditeur peut être imprimée ou remplacée par un timbre.

5. Si, à la demande de l'expéditeur, le transporteur établit la lettre de transport aérien, il est considéré jusqu'à preuve contraire, comme agissant pour le compte de l'expéditeur.

Article 7.

Le transporteur de marchandises a le droit de demander à l'expéditeur l'établissement de lettres de transport aérien différentes lorsqu'il y a plusieurs colis.

Article 8.

La lettre de transport aérien doit contenir les mentions suivantes :

- a) Le lieu où le document a été créé et la date à laquelle il a été établi ;
- b) Les points de départ et de destination ;
- c) Les arrêts prévus, sous réserve de la faculté, pour le transporteur, de stipuler qu'il pourra les modifier en cas de nécessité et sans que cette modification puisse faire perdre au transport son caractère international ;
- d) Le nom et l'adresse de l'expéditeur ;
- e) Le nom et l'adresse du premier transporteur ;
- f) Le nom et l'adresse du destinataire, s'il y a lieu ;
- g) La nature de la marchandise ;
- h) Le nombre, le mode d'emballage, les marques particulières ou les numéros des colis ;
- i) Le poids, la quantité, le volume ou les dimensions de la marchandise ;
- j) L'état apparent de la marchandise et de l'emballage ;
- k) Le prix du transport, s'il est stipulé, la date et le lieu de paiement et la personne qui doit payer ;
- l) Si l'envoi est fait contre remboursement, le prix des marchandises et, éventuellement, le montant des frais ;
- m) Le montant de la valeur déclarée conformément à l'article 22, alinéa 2 ;
- n) Le nombre d'exemplaires de la lettre de transport aérien ;
- o) Les documents transmis au transporteur pour accompagner la lettre de transport aérien ;
- p) Le délai de transport et l'indication sommaire de la voie à suivre (*via*) s'ils ont été stipulés ;
- q) L'indication que le transport est soumis au régime de la responsabilité établi par la présente convention.

Article 9.

Si le transporteur accepte des marchandises sans qu'il ait été établi une lettre de transport aérien, ou si celle-ci ne contient pas toutes les mentions indiquées par l'article 8 [a) à i) inclusivement et q)], le transporteur n'aura pas le droit de se prévaloir des dispositions de cette convention qui excluent ou limitent sa responsabilité.

Article 10.

1. L'expéditeur est responsable de l'exactitude des indications et déclarations concernant la marchandise qu'il inscrit dans la lettre de transport aérien.

2. Il supportera la responsabilité de tout dommage subi par le transporteur ou toute autre personne à raison de ses indications et déclarations irrégulières, inexactes ou incomplètes.

Article 11.

1. La lettre de transport aérien fait foi, jusqu'à preuve contraire, de la conclusion du contrat, de la réception de la marchandise et des conditions du transport.

2. Les énonciations de la lettre de transport aérien, relatives au poids, aux dimensions et à l'emballage de la marchandise ainsi qu'au nombre des colis font foi jusqu'à preuve contraire ; celles relatives à la quantité, au volume et à l'état de la marchandise ne font preuve contre le transporteur qu'autant que la vérification en a été faite par lui en présence de l'expéditeur, et constatée sur la lettre de transport aérien, ou qu'il s'agit d'énonciations relatives à l'état apparent de la marchandise.

Article 12.

1. L'expéditeur a le droit sous la condition d'exécuter toutes les obligations résultant du contrat de transport, de disposer de la marchandise, soit en la retirant à l'aérodrome de départ ou de destination, soit en l'arrêtant en cours de route lors d'un atterrissage, soit en la faisant délivrer au lieu de destination ou en cours de route à une personne autre que le destinataire indiqué sur la lettre de transport aérien, soit en demandant son retour à l'aérodrome de départ, pour autant que l'exercice de ce droit ne porte préjudice ni au transporteur, ni aux autres expéditeurs et avec l'obligation de rembourser les frais qui en résultent.

2. Dans le cas où l'exécution des ordres de l'expéditeur est impossible, le transporteur doit l'en aviser immédiatement.

3. Si le transporteur se conforme aux ordres de disposition de l'expéditeur, sans exiger la production de l'exemplaire de la lettre de transport aérien délivré à celui-ci, il sera responsable, sauf son recours contre l'expéditeur, du préjudice qui pourrait être causé par ce fait à celui qui est régulièrement en possession de la lettre de transport aérien.

4. Le droit de l'expéditeur cesse au moment où celui du destinataire commence, conformément à l'article 13 ci-dessous. Toutefois, si le destinataire refuse la lettre de transport ou la marchandise, ou s'il ne peut être atteint, l'expéditeur reprend son droit de disposition.

Article 13.

1. Sauf dans les cas indiqués à l'article précédent, le destinataire a le droit, dès l'arrivée de la marchandise au point de destination, de demander au transporteur de lui remettre la lettre de trans-

port aérien et de lui livrer la marchandise contre le paiement du montant des créances et contre l'exécution des conditions de transport indiquées dans la lettre de transport aérien.

2. Sauf stipulation contraire, le transporteur doit aviser le destinataire dès l'arrivée de la marchandise.

3. Si la perte de la marchandise est reconnue par le transporteur ou si, à l'expiration d'un délai de sept jours après qu'elle aurait dû arriver, la marchandise n'est pas arrivée, le destinataire est autorisé à faire valoir vis-à-vis du transporteur les droits résultant du contrat de transport.

Article 14.

L'expéditeur et le destinataire peuvent faire valoir tous les droits qui leur sont respectivement conférés par les articles 12 et 13, chacun en son propre nom, qu'il agisse dans son propre intérêt ou dans l'intérêt d'autrui, à condition d'exécuter les obligations que le contrat impose.

Article 15.

1. Les articles 12, 13 et 14 ne portent aucun préjudice ni aux rapports de l'expéditeur et du destinataire entre eux, ni aux rapports des tiers dont les droits proviennent, soit de l'expéditeur, soit du destinataire.

2. Toute clause dérogeant aux stipulations des articles 12, 13 et 14 doit être inscrite dans la lettre de transport aérien.

Article 16.

1. L'expéditeur est tenu de fournir les renseignements et de joindre à la lettre de transport aérien les documents qui, avant la remise de la marchandise au destinataire, sont nécessaires à l'accomplissement des formalités de douane, d'octroi ou de police. L'expéditeur est responsable envers le transporteur de tous dommages qui pourraient résulter de l'absence, de l'insuffisance ou de l'irrégularité de ces renseignements et pièces, sauf le cas de faute de la part du transporteur ou de ses préposés.

2. Le transporteur n'est pas tenu d'examiner si ces renseignements et documents sont exacts ou suffisants.

CHAPITRE III.

RESPONSABILITÉ DU TRANSPORTEUR.

Article 17.

Le transporteur est responsable du dommage survenu en cas de mort, de blessure ou de toute autre lésion corporelle subie par un voyageur lorsque l'accident qui a causé le dommage s'est produit à bord de l'aéronef ou au cours de toutes opérations d'embarquement et de débarquement.

Article 18.

1. Le transporteur est responsable du dommage survenu en cas de destruction, perte ou avarie de bagages enregistrés ou de marchandises lorsque l'événement qui a causé le dommage s'est produit pendant le transport aérien.

2. Le transport aérien, au sens de l'alinéa précédent, comprend la période pendant laquelle les bagages ou marchandises se trouvent sous la garde du transporteur, que ce soit dans un aéroport ou à bord d'un aéronef, ou dans un lieu quelconque, en cas d'atterrissage en dehors d'un aéroport.

3. La période du transport aérien ne couvre aucun transport terrestre, maritime ou fluvial effectué en dehors d'un aéroport. Toutefois, lorsqu'un tel transport est effectué dans l'exécution du contrat de transport aérien en vue du chargement, de la livraison ou du transbordement, tout dommage est présumé, sauf preuve contraire, résulter d'un événement survenu pendant le transport aérien.

Article 19.

Le transporteur est responsable du dommage résultant d'un retard dans le transport aérien de voyageurs, bagages ou marchandises.

Article 20.

1. Le transporteur n'est pas responsable s'il prouve que lui et ses préposés ont pris toutes les mesures nécessaires pour éviter le dommage ou qu'il leur était impossible de les prendre.

2. Dans les transports de marchandises et de bagages, le transporteur n'est pas responsable, s'il prouve que le dommage provient d'une faute de pilotage, de conduite de l'aéronef ou de navigation, et que, à tous autres égards, lui et ses préposés ont pris toutes les mesures nécessaires pour éviter le dommage.

Article 21.

1. Dans le cas où le transporteur fait la preuve que la faute de la personne lésée a causé le dommage ou y a contribué, le tribunal pourra, conformément aux dispositions de sa propre loi, écarter ou atténuer la responsabilité du transporteur.

Article 22.

1. Dans le transport des personnes, la responsabilité du transporteur envers chaque voyageur est limitée à la somme de cent vingt-cinq mille francs. Dans le cas où, d'après la loi du tribunal saisi, l'indemnité peut être fixée sous forme de rente, le capital de la rente ne peut dépasser cette limite. Toutefois, par une convention spéciale avec le transporteur, le voyageur pourra fixer une limite de responsabilité plus élevée.

2. Dans le transport de bagages enregistrés et de marchandises, la responsabilité du transporteur est limitée à la somme de deux cent cinquante francs par kilogramme, sauf déclaration spéciale d'intérêt à la livraison faite par l'expéditeur au moment de la remise du colis au transporteur et moyennant le paiement d'une taxe supplémentaire éventuelle. Dans ce cas, le transporteur sera tenu de payer jusqu'à concurrence de la somme déclarée, à moins qu'il ne prouve qu'elle est supérieure à l'intérêt réel de l'expéditeur à la livraison.

3. En ce qui concerne les objets dont le voyageur conserve la garde, la responsabilité du transporteur est limitée à cinq mille francs par voyageur.

4. Les sommes indiquées ci-dessus sont considérées comme se rapportant au franc français constitué par soixante-cinq et demi milligrammes d'or au titre de neuf cents millièmes de fin. Elles pourront être converties dans chaque monnaie nationale en chiffres ronds.

Article 23.

Toute clause tendant à exonérer le transporteur de sa responsabilité ou à établir une limite inférieure à celle qui est fixée dans la présente convention est nulle et de nul effet, mais la nullité de cette clause n'entraîne pas la nullité du contrat qui reste soumis aux dispositions de la présente convention.

Article 24.

1. Dans les cas prévus aux articles 18 et 19 toute action en responsabilité, à quelque titre que ce soit, ne peut être exercée que dans les conditions et limites prévues par la présente convention.
2. Dans les cas prévus à l'article 17, s'appliquent également les dispositions de l'alinéa précédent, sans préjudice de la détermination des personnes qui ont le droit d'agir et de leurs droits respectifs.

Article 25.

1. Le transporteur n'aura pas le droit de se prévaloir des dispositions de la présente convention qui excluent ou limitent sa responsabilité, si le dommage provient de son dol ou d'une faute qui, d'après la loi du tribunal saisi, est considérée comme équivalente au dol.
2. Ce droit lui sera également refusé si le dommage a été causé dans les mêmes conditions par un de ses préposés agissant dans l'exercice de ses fonctions.

Article 26.

1. La réception des bagages et marchandises sans protestation par le destinataire constituera présomption, sauf preuve contraire, que les marchandises ont été livrées en bon état et conformément au titre de transport.
2. En cas d'avarie, le destinataire doit adresser au transporteur une protestation immédiatement après la découverte de l'avarie et, au plus tard, dans un délai de trois jours pour les bagages et de sept jours pour les marchandises à dater de leur réception. En cas de retard, la protestation devra être faite au plus tard dans les quatorze jours à dater du jour où le bagage ou la marchandise auront été mis à sa disposition.
3. Toute protestation doit être faite par réserve inscrite sur le titre de transport ou par un autre écrit expédié dans le délai prévu pour cette protestation.
4. A défaut de protestation dans les délais prévus, toutes actions contre le transporteur sont irrecevables, sauf le cas de fraude de celui-ci.

Article 27.

En cas de décès du débiteur, l'action en responsabilité, dans les limites prévues par la présente convention, s'exerce contre ses ayants droit.

Article 28.

1. L'action en responsabilité devra être portée, au choix du demandeur, dans le territoire d'une des Hautes Parties contractantes, soit devant le tribunal du domicile du transporteur, du

siège principal de son exploitation ou du lieu où il possède un établissement par le soin duquel le contrat a été conclu, soit devant le tribunal du lieu de destination.

2. La procédure sera réglée par la loi du tribunal saisi.

Article 29.

1. L'action en responsabilité doit être intentée, sous peine de déchéance, dans le délai de deux ans à compter de l'arrivée à destination ou du jour où l'aéronef aurait dû arriver, ou de l'arrêt du transport.

2. Le mode du calcul du délai est déterminé par la loi du tribunal saisi.

Article 30.

1. Dans les cas de transport régis par la définition du troisième alinéa de l'article premier à exécuter par divers transporteurs successifs, chaque transporteur acceptant des voyageurs, des bagages ou des marchandises est soumis aux règles établies par cette convention, et est censé être une des Parties contractantes du contrat de transport, pour autant que ce contrat ait trait à la partie du transport effectuée sous son contrôle.

2. Au cas d'un tel transport, le voyageur ou ses ayants droit ne pourront recourir que contre le transporteur ayant effectué le transport au cours duquel l'accident ou le retard s'est produit, sauf dans le cas où, par stipulation expresse, le premier transporteur aura assuré la responsabilité pour tout le voyage.

3. S'il s'agit de bagages ou de marchandises, l'expéditeur aura recours contre le premier transporteur et le destinataire qui a le droit à la délivrance contre le dernier, et l'un et l'autre pourront en outre, agir contre le transporteur ayant effectué le transport au cours duquel la destruction, la perte, l'avarie ou le retard se sont produits. Ces transporteurs seront solidairement responsables envers l'expéditeur et le destinataire.

CHAPITRE IV

DISPOSITIONS RELATIVES AUX TRANSPORTS COMBINÉS.

Article 31.

1. Dans le cas de transports combinés effectués en partie par air et en partie par tout autre moyen de transport, les stipulations de la présente convention ne s'appliquent qu'au transport aérien et si celui-ci répond aux conditions de l'article premier.

2. Rien dans la présente convention n'empêche les Parties, dans le cas de transports combinés, d'insérer dans le titre de transport aérien des conditions relatives à d'autres modes de transport, à condition que les stipulations de la présente convention soient respectées en ce qui concerne le transport par air.

CHAPITRE V

DISPOSITIONS GÉNÉRALES ET FINALES.

Article 32.

Sont nulles toutes clauses du contrat de transport et toutes conventions particulières antérieures au dommage par lesquelles les Parties dérogeraient aux règles de la présente convention

soit par une détermination de la loi applicable, soit par une modification des règles de compétence. Toutefois, dans le transport des marchandises, les clauses d'arbitrage sont admises, dans les limites de la présente convention, lorsque l'arbitrage doit s'effectuer dans les lieux de compétence des tribunaux prévus à l'article 28, alinéa 1.

Article 33.

Rien dans la présente convention ne peut empêcher un transporteur de refuser la conclusion d'un contrat de transport ou de formuler des règlements qui ne sont pas en contradiction avec les dispositions de la présente convention.

Article 34.

La présente convention n'est applicable ni aux transports aériens internationaux exécutés à titre de premiers essais par des entreprises de navigation aérienne en vue de l'établissement de lignes régulières de navigation aérienne ni aux transports effectués dans des circonstances extraordinaires en dehors de toute opération normale de l'exploitation aérienne.

Article 35.

Lorsque dans la présente convention il est question de jours, il s'agit de jours courants et non de jours ouvrables.

Article 36.

La présente convention est rédigée en français en un seul exemplaire qui restera déposé aux archives du Ministère des Affaires étrangères de Pologne, et dont une copie certifiée conforme sera transmise par les soins du Gouvernement polonais au gouvernement de chacune des Hautes Parties contractantes.

Article 37.

1. La présente convention sera ratifiée. Les instruments de ratification seront déposés aux archives du Ministère des Affaires étrangères de Pologne, qui en notifiera le dépôt au gouvernement de chacune des Hautes Parties contractantes.

2. Dès que la présente convention aura été ratifiée par cinq des Hautes Parties contractantes, elle entrera en vigueur entre elles le quatre-vingt-dixième jour après le dépôt de la cinquième ratification. Ultérieurement elle entrera en vigueur entre les Hautes Parties contractantes qui l'auront ratifiée et la Haute Partie contractante qui déposera son instrument de ratification le quatre-vingt dixième jour après son dépôt.

3. Il appartiendra au Gouvernement de la République de Pologne de notifier au gouvernement de chacune des Hautes Parties contractantes la date de l'entrée en vigueur de la présente convention ainsi que la date du dépôt de chaque ratification.

Article 38.

1. La présente convention, après son entrée en vigueur, restera ouverte à l'adhésion de tous les Etats.

2. L'adhésion sera effectuée par une notification adressée au Gouvernement de la République de Pologne, qui en fera part au gouvernement de chacune des Hautes Parties contractantes.

3. L'adhésion produira ses effets à partir du quatre-vingt-dixième jour après la notification faite au Gouvernement de la République de Pologne.

Article 39.

1. Chacune des Hautes Parties contractantes pourra dénoncer la présente convention par une notification faite au Gouvernement de la République de Pologne, qui en avisera immédiatement le gouvernement de chacune des Hautes Parties contractantes.

2. La dénonciation produira ses effets six mois après la notification de la dénonciation et seulement à l'égard de la Partie qui y aura procédé.

Article 40.

1. Les Hautes Parties contractantes pourront, au moment de la signature, du dépôt des ratifications, ou de leur adhésion, déclarer que l'acceptation qu'elles donnent à la présente convention ne s'applique pas à tout ou partie de leurs colonies, protectorats, territoires sous mandat, ou tout autre territoire soumis à leur souveraineté ou à leur autorité, ou à tout autre territoire sous suzeraineté.

2. En conséquence, elles pourront ultérieurement adhérer séparément au nom de tout ou partie de leur colonies, protectorats, territoire sous mandat, ou tout autre territoire soumis à leur souveraineté ou à leur autorité, ou tout territoire sous suzeraineté ainsi exclus de leur déclaration originelle.

3. Elles pourront aussi, en se conformant à ses dispositions, dénoncer la présente convention séparément ou pour tout ou partie de leurs colonies, protectorats, territoires sous mandat, ou tout autre territoire soumis à leur souveraineté ou à leur autorité, ou tout autre territoire sous suzeraineté.

Article 41.

Chacune des Hautes Parties contractantes aura la faculté au plus tôt deux ans après la mise en vigueur de la présente convention de provoquer la réunion d'une nouvelle Conférence internationale dans le but de rechercher les améliorations qui pourraient être apportées à la présente convention. Elle s'adressera dans ce but au Gouvernement de la République française qui prendra les mesures nécessaires pour préparer cette conférence.

La présente convention, faite à Varsovie le 12 octobre 1929, restera ouverte à la signature jusqu'au 31 janvier 1930.

Pour l'Allemagne :

- (—) R. RICHTER.
- (—) D^r A. WEGERDT.
- (—) D^r E. ALBRECHT.
- (—) D^r iur. Otto RIESE.

Pour l'Autriche :

- (—) STROBELE.
- (—) REINOEHL.

Pour la Belgique :

- (—) Bernard DE L'ESCAILLE.

Pour les Etats-Unis du Brésil :

- (—) Alcibiades PEÇANHA.

PROTOCOLE ADDITIONNEL

Ad Article 2.

Les Hautes Parties contractantes se réservent le droit de déclarer au moment de la ratification ou de l'adhésion que l'article 2, alinéa premier, de la présente convention, ne s'appliquera pas aux transports internationaux aériens effectués directement par l'Etat, ses colonies, protectorats, territoires sous mandat ou tout autre territoire sous sa souveraineté, sa suzeraineté ou son autorité.

Pour l'Allemagne :

- (—) R. RICHTER.
- (—) D^r A. WEGERDT.
- (—) D^r E. ALBRECHT.
- (—) D^r iur. Otto RIESE.

Pour l'Autriche :

- (—) STROBELE.
- (—) REINOEHL.

Pour la Belgique :

- (—) Bernard DE L'ESCAILLE.

Pour les Etats-Unis du Brésil :

- (—) Alcibiades PEÇANHA.

*Pour la Bulgarie :**Pour la Chine :**Pour le Danemark :*

- (—) L. INGERSLEV.
- (—) Knud GREGERSEN.

*Pour l'Égypte :**Pour l'Espagne :*

- (—) Silvio FERNANDEZ VALLIN.

*Pour l'Estonie :**Pour la Finlande :*

PROTOCOLE FINAL

DE LA DEUXIÈME CONFÉRENCE INTERNATIONALE DE DROIT PRIVÉ AÉRIEN.

Les délégués à la Deuxième Conférence internationale de Droit privé aérien se sont réunis à Varsovie du 4 au 12 octobre 1929 dans le but de discuter le projet de convention relative aux documents de transport aérien et à la responsabilité du transporteur dans les transports internationaux par éronefs, élaboré par le Comité international technique d'experts juridiques aériens, constitué en vertu d'une motion de la Première Conférence internationale de Droit privé aérien réunie à Paris du 27 octobre au 6 novembre 1925.

Les délégations réunies à Varsovie ont été composées comme suit :

ALLEMAGNE :

Chef de la délégation : M. Reinhold RICHTER, conseiller intime de Régence, chef de département au Ministère de la Justice du Reich ;

Délégué : M. le D^r Alfred WEGERDT, conseiller ministériel au Ministère des Communications ;

Délégué : M. le D^r Erich ALBRECHT, conseiller au Tribunal, conseiller intime de Justice, adjoint au Ministère des Affaires étrangères ;

Délégué : M. le D^r Otto RIESE, conseiller supérieur de Régence au Ministère de la Justice du Reich.

AUTRICHE :

Chef de la délégation : M. le D^r Guido STROBELE, conseiller ministériel au Ministère de la Justice ;

Délégué : M. le D^r Rainer REINOEHL, conseiller ministériel au Ministère des Communications.

BELGIQUE :

Délégué : M. DE Vos, inspecteur général, chef adjoint au Cabinet du ministre de la Marine.

BRÉSIL :

Délégué : S. Exc. M. Alcibiades PEÇANHA, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire à Varsovie.

BULGARIE :

Délégué : S. E. M. Vladimir ROBEFF, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire à Varsovie.

CHINE :

Délégué : M. Wang YATSE, secrétaire de la délégation chinoise auprès de la Société des Nations.

DANEMARK :

Chef de la délégation : M. L. INGERSLEV, directeur de la Chambre des Tutelles au Ministère de la Justice ;

Délégué : M. K. GREGERSEN, du Ministère des Travaux publics.

EGYPTE :

Délégué : M. Aboul Enein SALIM, secrétaire de légation.

ESPAGNE :

Délégué : M. R. DE MUGUIRO Y PIERRARD, secrétaire de légation.

ESTONIE :

Délégué : M. C. SCHMIDT, chargé d'Affaires *a. i.* à Varsovie.

FINLANDE :

Délégué : S. E. M. le D^r Gustave IDMAN, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire à Varsovie.

FRANCE :

Chef de la délégation : M. Pierre-Etienne FLANDIN, vice-président de la Chambre des députés, ancien ministre ;

Délégué : M. Georges RIPERT, professeur à la Faculté de droit de Paris et expert du Gouvernement français au C.I.T.E.J.A.

Délégué : M. Jacques VIVENT, sous-directeur de l'Aéronautique marchande au Ministère de l'Air ;

Délégué : M. le vicomte Bertrand DU PLESSIX, attaché commercial et attaché de l'air à l'ambassade de France à Varsovie ;

M. Edmond SUDRE, secrétaire général du Comité international technique d'experts juridiques aériens.

GRANDE-BRETAGNE, AUSTRALIE, UNION SUD-AFRICAINE :

Chef de la délégation : sir Alfred DENNIS, K.B.E., C.B. ;

Délégué : M. Orme CLARKE ;

Délégué : M. R. L. MEGARRY.

RÉPUBLIQUE HELLÉNIQUE :

Chef de la délégation : S. Exc. M. Georges LAGOUDAKIS, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire à Varsovie ;

Délégué : M. J. YOUNG, conseiller à la cour d'Athènes, juge au Tribunal arbitral mixte.

HONGRIE :

Délégué : M. Béla DE SZENT-ISTVÁNY, conseiller de section au Ministère des Affaires étrangères.

ITALIE :

Chef de la délégation : S. Exc. M. Amedeo GIANNINI, membre du Conseil d'Etat, ministre plénipotentiaire ;

Délégué : M. Manlio MOLFESÉ, chef de l'Office d'Aviation civile et de Communication aérienne ;

Délégué : M. Antonio AMBROSINI, professeur à l'Université de Rome ;

Délégué : M. Felice PANIÈ, avocat, ancien député ;

Délégué : M. Salvatore CACOPARDO, chef de section au Ministère de l'Air ;

JAPON :

Chef de la délégation : M. Kazuo NISHIKAWA, président à la Cour d'appel ;

Délégué : M. S. IWAI, secrétaire au Ministère des Communications ;

Délégué : M. le vicomte MOTONO, secrétaire d'ambassade.

LETTONIE :

Délégué : S. Exc. M. NUKSA, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire à Varsovie.

LUXEMBOURG :

Délégué : M. Ernest ARENDT, conseiller d'Etat, président honoraire de la Cour supérieure de Justice.

MEXIQUE :

Délégué : M. RODRIGUEZ DUARTE, consul à Varsovie.

NORVÈGE :

Délégué : M. N. Chr. DITLEFF, chargé d'Affaires à Varsovie.

PAYS-BAS :

Chef de la délégation : S. Exc. M. W. B. ENGELBRECHT, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire à Varsovie ;

Délégué : M. J. WOLTERBEEK-MÜLLER, avocat ;

Délégué : M. J. F. SCHÖNFELD, chef de section au Ministère du Waterstaat.

POLOGNE :

Chef de la délégation : M. Karol LUTOSTAŃSKI, doyen de la Faculté de Droit à l'Université de Varsovie ;

Délégué : M. Witold CZAPSKI, sous-secrétaire d'Etat au Ministère des Communications ;

Délégué : M. Leon BABIŃSKI, juriconsulte au Ministère des Affaires étrangères ;

Délégué : M. Juljan MAKOWSKI, docteur en droit, chef de la Section des Traités au Ministère des Affaires étrangères ;

Expert : M. Czesław FILIPOWICZ, chef de l'Aéronautique civile au Ministère des Communications ;

Expert : M. Tadeusz ŁEBIŃSKI, agent adjoint du Gouvernement polonais auprès du Tribunal mixte polono-allemand à Paris ;

Expert : M. Bronisław PIERZCHAŁA, docteur en droit, conseiller au Ministère des Communications ;

Expert : M. Waclaw ŁACIŃSKI, rapporteur et chef de service au Ministère des Affaires étrangères ;

Expert : M. Zygfryd PIĄTKOWSKI, rapporteur au Ministère des Communications ;

Expert : M. Andrzej MARCHWIŃSKI, rapporteur au Ministère des Affaires étrangères.

ROUMANIE :

Délégué : M. G. DAVIDESCU, chargé d'Affaires *a. i.*

SUÈDE :

Délégué : S. Exc. M. C. D'ANCKARSVÄRD, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire à Varsovie.

SUISSE :

Chef de la délégation : M. Edmond PITTARD, conseiller juridique de l'Office aérien fédéral ;

Délégué : M. Fritz HESS, adjoint du chef du Contentieux et du Secrétariat du Département fédéral des Chemins de fer.

TCHÉCOSLOVAQUIE :

Délégué : M. Josef NETIK, conseiller au Ministère des Travaux publics, docteur en droit ;

Expert : M. Charles WENDL, docteur en droit, secrétaire de première classe au Ministère des Affaires étrangères.

UNION DES RÉPUBLIQUE SOVIÉTISTES SOCIALISTES :

Chef de la délégation : M. G. KOTZUBIŃSKI, conseiller de légation, chargé d'Affaires *a. i.* ;
Délégué : M. A. SABANINE, directeur de Département.

VENEZUELA :

Délégué : M. le Dr Carlos SISO, avocat.

YUGOSLAVIE :

Chef de la délégation : M. IVO DE GIULLI, chargé d'affaires *a. i.* à Varsovie ;
Délégué : M. T. SIMOVITCH, général ;
Délégué : M. DRAKOULITCH, chef de la section de l'Aviation civile près le Ministère de la Guerre et de la Marine ;
Expert : M. PRJITCH, assistant à la Faculté de Droit de Belgrade.

I.

A la suite de leurs délibérations, les délégués susindiqués sont tombés d'accord de soumettre à la signature des plénipotentiaires respectifs des Hautes Parties contractantes, le texte d'un projet de Convention pour l'unification de certaines règles relatives au transport aérien international, qui restera ouvert à la signature jusqu'au 31 janvier 1930.

II.

La conférence a émis les vœux et résolutions suivants :

A. La conférence, considérant que la Convention de Varsovie ne règle que certaines questions relatives au transport aérien et que la navigation aérienne internationale soulève beaucoup d'autres questions qu'il serait désirable de régler par des ententes internationales,

Emet le vœu :

Que, par les soins du Gouvernement français, qui a pris l'initiative de la réunion de ces conférences, et après étude de ces questions, soient réunies ultérieurement de nouvelles conférences qui poursuivront cette œuvre d'unification.

B. La conférence considérant l'importance au point de vue international d'un règlement uniforme des transports aériens de toute nature,

Emet le vœu :

Que le Comité international technique d'experts juridiques aériens prépare, le plus tôt possible, un avant-projet de convention sur la matière.

C. La conférence, considérant l'opportunité d'avoir une rédaction uniforme des documents de transport pour toutes les compagnies de navigation aérienne.

Emet le vœu :

Qu'elles adoptent des modèles préparés par le Comité international technique d'experts juridiques aériens.

D. La conférence, ayant pris connaissance de la proposition faite par la Délégation brésilienne, en ce qui concerne la définition du transporteur, sous l'article premier estimant que la question ne doit pas être réglée dans cette convention,

Renvoie au Comité international technique d'experts juridiques aériens la proposition avec le mémoire préparé par ladite délégation afin qu'il utilise ce travail préparatoire.

E. La conférence, ayant pris connaissance de la proposition de la Délégation brésilienne d'ajouter à la convention un article concernant l'obligation pour le transporteur de

conserver pendant deux ans les documents de transport selon les dispositions déjà adoptées par la loi italienne, considérant que la question ne doit pas être envisagée dans cette convention,

Attire sur la proposition l'attention du Comité international technique d'experts juridiques aériens pour qu'il puisse utiliser la proposition brésilienne dans ses travaux.

En foi de quoi les délégués ont signé le présent Protocole final.

Fait à Varsovie, le douze octobre mil neuf cent vingt-neuf en une seule expédition, qui restera déposée aux archives du Ministère des Affaires étrangères de la République de Pologne et dont une copie, certifiée conforme, sera remise à toutes les délégations prenant part à la conférence.

Allemagne :

- (—) R. RICHTER.
- (—) D^r A. WEGERDT.
- (—) D^r E. ALBRECHT.
- (—) D^r iur. Otto RIESE.

Autriche :

- (—) STROBELE.
- (—) REINOEHL.

Belgique :

- (—) Henry DE VOS.

Brésil :

- (—) Alcibiades PEÇANHA.

Bulgarie :

- (—) V. ROBEFF.

Chine :

- (—) Yates WANG.

Danemark :

- (—) L. INGERSLEV.
- (—) Knud GREGERSEN.

Egypte :

- (—) A. E. SALIM.

Espagne :

- (—) Rafael DE MUGUIRO Y PIERRARD.